

Le mythe fondateur de l'Autriche contemporaine

Refoulement ou déni historique ?

Elissa Mailänder Koslov

En 1986 un scandale politique et historique révélateur bouleversa l'Autriche et fit la une des journaux internationaux : l'affaire Waldheim¹. Kurt Waldheim était le candidat non inscrit de la droite catholique, soutenu par le parti populiste autrichien, aux élections présidentielles de 1986. Diplôme professionnel depuis l'après-guerre dans les services du ministère des Affaires étrangères autrichien et, de 1971 à 1981, quatrième secrétaire général auprès des Nations Unies à New York, Waldheim semblait le candidat parfait pour cette haute fonction de représentation. Jusqu'à ce que, le 3 mars 1986, le magazine autrichien *Profil* ainsi que *The New York Times* dévoilent qu'en 1942 Waldheim avait été en garnison dans les Balkans, et plus tard en Grèce, à Salonique. Officier d'ordonnance attaché à l'état-major de la *Wehrmacht* (*Heeresgruppe E*), il avait été placé sous le commandement du général de brigade (*Generalmajor*) Alexander Löhr, un compatriote qui, après-guerre, avait été jugé et exécuté pour crimes de guerre en Yougoslavie. Dans son autobiographie parue en 1985, le diplomate autrichien avait oublié de mentionner les années passées sur le front de l'Est².

Ces découvertes firent scandale dans le monde entier, avant tout en Amérique du Nord et en Israël³. Pour la majorité des Autrichiens, ces révélations, deux mois avant les élections présidentielles, étaient nouvelles et révoltantes. Cependant ce fut moins le passé nazi de Waldheim ou le soupçon qu'il avait commis des crimes de guerre qui provoquèrent un véritable choc en Autriche, mais plutôt le fait qu'un Autrichien si haut placé puisse être la cible de l'opinion publique et de la presse internationale. Une majorité de la population sympathisa avec l'ancien secrétaire général lorsqu'il déclara à la télévision, le 9 mars 1986, qu'il s'agissait d'une campagne de diffamation organisée à l'étranger pour nuire à l'image de l'Autriche. Il affirma publiquement avoir fait son service dans l'armée allemande comme des « centaines de milliers d'Autrichiens qui faisaient leur devoir (*wie hunderttausende Österreicher auch, die ihre Pflicht getan haben*)⁴ ».

Avec ce discours patriotique, Waldheim marqua des points. En s'insurgeant contre une « campagne diffamatoire » il fournissait au parti populiste un excellent argument contre les accusations. Peu de jours après cet entretien télévisé, le parti fit coller sur les affiches les slogans « maintenant plus que jamais » (*Jetzt erst recht*) et « nous les Autrichiens, nous votons pour qui nous voulons » (*Wir Österreicher wählen wen wir wollen*). À l'étranger, mais aussi en Autriche, ces slogans, imprimés en noir sur fond jaune, furent reçus comme des messages antisémites latents. Les affiches jouaient sur l'honneur patriotique en appelant les électeurs à ne pas se laisser dicter la conduite à suivre par l'étranger. Cette stratégie de campagne électorale fut une réussite : les Autrichiens reçurent les accusations contre Waldheim comme des attaques contre leur pays et se rassemblèrent derrière

le candidat accusé. Le 8 juin 1986, Waldheim fut élu président avec 53,89 % des voix. Dans l'histoire de l'Autriche contemporaine ce fut le meilleur résultat d'un candidat de la droite se présentant pour la première fois aux élections⁵. Waldheim avait su mobiliser le camp bourgeois et convaincre les électeurs indécis de tous les partis.

Même si, en 1986, une commission historique internationale convoquée par le gouvernement autrichien jugea les accusations de sa participation « active » au génocide sans fondements, il est incontestable que Waldheim avait eu connaissance des meurtres de masse des populations civiles dans les Balkans, ainsi que des déportations des habitants juifs de Salonique à Auschwitz-Birkenau et à Treblinka. Ce qui le déconsidéra, outre sa proximité avec ces crimes, fut l'indolence avec laquelle il assumait son passé, en rejetant toute responsabilité morale, ce qui revenait à une banalisation des crimes du nazisme.

Le cas Waldheim ébranla et divisa la société autrichienne en la confrontant brusquement à son passé et en provoquant un grand débat historique. Pour une partie de la jeune génération et des personnes de moins de quarante-cinq ans, comme pour de nombreux artistes, intellectuels et journalistes, Waldheim était le symbole d'un passé qui n'avait jamais été remis en question. Pour une majorité de la population et surtout la génération des soldats de la *Wehrmacht*, il n'était qu'un brave homme conscient de son devoir, victime du nazisme. Cette forme de mémoire, qui s'était si bien enracinée dans la conscience collective depuis l'après-guerre, était marquée par la complaisance et l'insouciance vis-à-vis du passé et s'est prolongée jusqu'à une période récente.

8 mai 1945 : une libération ?

Le 27 avril 1945 l'indépendance de l'Autriche était proclamée à Vienne⁶. À la différence de l'Allemagne, l'Autriche occupée par les Alliés eut droit à son propre gouvernement avec une juridiction indépendante⁷. Lorsque les trois partis « antifascistes », le parti populiste (ÖVP), le parti socialiste (SPÖ) et le parti communiste (KPÖ), formèrent un gouvernement provisoire, une déclaration des Alliés, faite le 30 octobre 1943 à Moscou, lui servit de base juridique. Lors de cette conférence de Moscou, les ministres des Affaires étrangères américain, britannique et soviétique discutèrent de la réorganisation de la future Europe libérée du nazisme. Le sort de l'Autriche ne fut qu'une question parmi d'autres, mais l'annexe de la conférence eut une importance cruciale pour le fondement de l'Autriche contemporaine :

Les gouvernements du Royaume-uni, de l'Union soviétique et des États-Unis d'Amérique sont convenus du fait que l'Autriche, premier pays libre à avoir été victime de l'agression hitlérienne, doit être libérée de la domination allemande.

Ils considèrent l'annexion imposée de l'Autriche par l'Allemagne le 15 mars 1938⁸ comme nulle et non avenue. Ils ne se considèrent d'aucune façon comme liés par les changements intervenus en Autriche depuis cette date. Ils déclarent qu'ils souhaitent voir rétablie une Autriche libre et indépendante, de façon à ouvrir au peuple autrichien une voie lui permettant d'accéder à la sécurité politique et économique qui constitue la seule base recevable pour une paix durable.

Il est cependant rappelé à l'Autriche qu'elle porte une responsabilité à laquelle elle ne saurait

échapper, concernant sa participation à la guerre au côté de l'Allemagne hitlérienne et que le règlement définitif [de la question autrichienne] dépendra inévitablement de la façon dont elle contribuera à sa propre libération⁹.

Dans ce document, l'Autriche est considérée comme la première victime de la politique d'expansion hitlérienne et ce statut de victime justifie l'engagement des Alliés pour sa libération. L'annexion à l'Allemagne nazie est considérée comme nulle et non avenue. Les Alliés sont d'accord sur le rétablissement d'une Autriche libre et indépendante. Néanmoins ils considèrent que l'Autriche est responsable de sa participation à la Seconde Guerre mondiale et qu'elle ne peut échapper à cette implication. Elle devra faire preuve par la suite de bonne volonté et contribuer à sa propre libération.

Cette déclaration fut la base politique et juridique de la création de la Deuxième République en 1955. Son interprétation et son instrumentalisation furent le fondement d'une image peu critique de l'Autriche, qui se concevait comme la première victime du nazisme et un pays par définition antifasciste, credo et mythe fondateur de la « nouvelle » Autriche¹⁰. Le texte de la déclaration incitait les Autrichiens à cette interprétation. Cependant, à l'origine, le texte parlait de la responsabilité « du peuple autrichien », expression remplacée, sous l'influence soviétique, par « l'Autriche ». Ce changement permit de transférer la question de la responsabilité du plan sociétal et moral à un niveau institutionnel et juridique. Puisque l'Autriche avait été occupée entre 1938 et 1945, l'État autrichien avait cessé d'exister et, selon ce raisonnement, l'Autriche ne pouvait pas être tenue responsable des crimes commis sur son territoire¹¹. Que 98 % des Autrichiens et des

Allemands aient voté pour l'annexion de l'Autriche au Reich, que 1 200 000 soldats autrichiens aient fait leur service dans l'armée allemande en participant largement aux crimes et au génocide, que 700 000 Autrichiens aient été adhérents du parti nazi et de nombreux Autrichiens membres de la SS, tout cela fut passé complètement sous silence¹².

La déclaration de Moscou est à l'origine de ce que l'on peut appeler une réinterprétation de l'Histoire par l'Autriche. On adopta tous les points de la déclaration qui convenaient, c'est-à-dire le postulat selon lequel l'Autriche était une victime du nazisme ou la perception de l'annexion comme une occupation. Et l'on manifesta la volonté de rétablir un État démocratique. Mais, en se focalisant sur la résistance et en déclarant l'Autriche pays antifasciste, la question de sa responsabilité resta complètement ignorée. En conséquence, les Alliés présents en Autriche de 1945 à 1955 ne furent pas perçus par les Autrichiens comme des libérateurs, mais comme des occupants. L'Autriche, qui se mettait sur le même plan que les autres pays occupés par l'Allemagne nazie, réclamait les mêmes droits et le même statut en considérant la présence des Alliés comme un poids et une injustice.

1945-1955 : occupation

Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Autriche travailla son image en se distinguant nettement du passé nazi sur le plan national comme sur le plan international. En recourant aux symboles et aux lieux communs de la monarchie et en proclamant une Autriche paisible, riche en culture et dotée d'un paysage exceptionnel, on en diffusa une représentation

optimiste et rassurante à l'intérieur comme à l'extérieur. L'exemple du film *1^{er} avril 2000*, commandé par le gouvernement autrichien en 1948 et réalisé en 1953, est tout à fait représentatif¹³. L'objectif principal de ce projet était de rassurer les Autrichiens qui s'inquiétaient de la stagnation des négociations sur l'indépendance de leur pays. Il s'agissait en outre de dresser une image positive de l'Autriche pour le public national, mais aussi pour l'étranger.

L'histoire, écrite par Ernst Marboe, à l'époque attaché de presse à la chancellerie et membre du Parti de la droite catholique (ÖVP), se déroule en l'an 2000. L'Autriche est occupée par les forces alliées – représentées d'une manière caricaturale – depuis des décennies. Un nouveau président, un Metternich moderne et séduisant, vient d'être élu et doit entrer en fonction. Lors de la cérémonie, il déclare l'Autriche libre et indépendante, et prie les représentants étrangers de quitter le pays. Les commissaires alliés, à la différence du peuple autrichien, sont loin d'en être heureux et avertissent l'Union globale, une allusion aux Nations Unies. Aussitôt, cette organisation mondiale envoie sa présidente et une commission escortées par la police de la Paix – sorte de Casques bleus vêtus d'uniformes servant de protection nucléaire et armés de radiateurs de la mort. Par la suite la commission fait un procès à l'Autriche, accusée d'avoir rompu la paix mondiale.

Durant le procès, l'Autriche, guidée par son nouveau président, récapitule son histoire, celle de mille années pacifiques et glorieuses. On suit une rétrospective historique qui représente les croisades, la guerre contre les Turcs et d'autres événements plus comiques, filmés comme des sketches d'opérette. Le passé nazi, c'est-à-dire les années 1938 à 1945, n'est

à aucun moment évoqué. Ce n'est pas uniquement ce spectacle historique mis en scène pour le procès qui réussit à convaincre le tribunal et la présidente. Un autre élément est décisif : la déclaration de Moscou est retrouvée par un juré chinois. Cette dernière est la preuve définitive de l'innocence de l'Autriche et de l'illégalité de l'occupation par les Alliés. Tout se termine en *happy end* avec une Autriche libre et heureuse, et le mariage de la présidente de l'Union globale et du président autrichien, incarnant et cimentant la tradition pacifique de l'Autriche : *Tu felix Austria nibe !*

Ce mélange entre comédie musicale, science-fiction, film de propagande et film de publicité, dresse une image idyllique et innocente de l'Autriche en consolidant l'identité pacifique qu'elle s'est attribuée à la fin de la guerre¹⁴. Le film avait pour but de dresser l'image d'une Autriche sympathique et d'alléger le poids de l'histoire récente. Mais il fut également un plaidoyer pour l'indépendance totale du pays. Aujourd'hui le sérieux de cette production est difficile à saisir, mais il faut se rappeler qu'en 1953 elle fut présentée à Cannes et fit par la suite le tour de l'Europe. Elle est le fruit d'une production gouvernementale gigantesque avec quelques milliers d'acteurs et de figurants, et un budget exorbitant¹⁵. Le fait que son metteur en scène allemand Wolfgang Liebeneiner, l'un des cinéastes préférés de Joseph Goebbels, eût tourné de nombreux films de propagande pour le Reich et défendu en 1941 l'euthanasie dans son film « J'accuse » (*Ich klage an*) ne semblait pas poser problème au gouvernement autrichien ni aux nombreux acteurs reconnus qui se prêtèrent au jeu. En représentant l'occupation alliée comme illégale sans évoquer la raison de cette mesure, cette œuvre, située dans le futur, diffusait implicitement le message que

le passé nazi, en 2000, serait déjà prescrit. En suggérant que la Seconde Guerre mondiale n'était qu'un événement historique parmi d'autres, elle banalisait et ridiculisait la question de la responsabilité et de la culpabilité. Dans cette œuvre, l'Autriche se définissait doublement comme victime : victime de l'occupation nazie de 1938 à 1945 et victime de l'occupation alliée de 1945 à 1955.

1955-1986 : fondation de la « nouvelle » Autriche

En 1955, les négociations pour l'indépendance arrivèrent à leur terme. Après de longues tractations, le gouvernement autrichien accepta le 15 avril 1955, dans le mémorandum de Moscou, que l'Autriche devienne neutre. Un mois après, le Traité d'État (*Staatsvertrag*) fut signé entre les ministres des Affaires étrangères soviétique (Molotov), américain (Dulles), britannique (Macmillan), français (Pinay) et le chancelier autrichien Figl au Château du Belvédère à Vienne. Le rétablissement de l'Autriche en tant qu'État souverain, indépendant et démocratique fut suivi par le retrait des Alliés à l'automne 1955.

Grâce aux négociations adroites et acharnées des hommes politiques autrichiens, la clause de la co-responsabilité (*Mitverantwortungsklausel*) pour la Seconde Guerre mondiale, exigée dans la déclaration de Moscou de 1943, fut enlevée du Traité à la dernière minute. Le gouvernement autrichien défendait l'opinion que, de mars 1938 à avril 1945, l'État autrichien était inexistant et qu'il ne pouvait donc pas être tenu pour responsable des crimes nazis. Puisque la déclaration parlait de l'Autriche et non pas du peuple autrichien, cette interprétation était juridiquement

correcte. Le Traité d'État ne marqua pas uniquement le début de la Deuxième République. Ce document, présenté au balcon du Château du Belvédère à une foule en liesse par le gouvernement autrichien (Raab, Schärf, Figl, Kreisky), ainsi que les paroles du chancelier Figl, ancien résistant et détenu des camps de concentration nazis – « l'Autriche est libre » (*Österreich ist frei !*) –, sont devenus le mythe fondateur de la mémoire de l'Autriche contemporaine et ont cimenté son statut de victime dans la conscience collective.

Après l'indépendance, la réflexion sur le passé nazi de l'Autriche fut occultée pendant vingt ans. Ce silence était fondamental pour les gouvernements de la grande coalition socialiste et populiste, qui rassemblait la population sous la bannière du patriotisme autrichien. Le nazisme était perçu ainsi comme un phénomène allemand, voire étranger à l'Autriche. Le consentement majoritaire à l'annexion de 1938, l'identification des soldats autrichiens avec l'armée allemande et l'antisémitisme agressif très répandu en Autriche dans l'avant-guerre n'avaient aucune place dans cette mémoire. L'identité autrichienne se définissait en se démarquant de la germanité. Le sociologue Rainer Lepsius désigne la manière dont l'Autriche approchait son passé nazi par le terme d'« extériorisation » (*Externalisierung*)¹⁶. C'est bien cette prise de distance vis-à-vis du nazisme dans la conscience collective qui a permis aux Autrichiens de se forger une identité nationale diamétralement opposée à celle de l'Allemagne nazie.

Il n'est donc pas étonnant que de nombreux scandales n'aient provoqué que les protestations d'une minorité de la population autrichienne. Lorsque, en 1975, Simon Wiesenthal dévoila le passé du chef du

parti d'extrême droite (FPÖ), Friedrich Peter, qui avait été membre d'une brigade SS impliquée dans le génocide sur le front de l'Est, cette nouvelle ne choqua que peu de gens. Au contraire, ces découvertes provoquèrent la colère du chancelier socialiste Bruno Kreisky, lui même d'origine juive et exilé en Suède pendant la guerre. En 1985, le ministre de la Défense Friedhelm Frischenschlager accueillit un criminel de guerre lors de son retour en Autriche. Il s'agissait de l'ancien membre de la 16^e division SS, Walter Reder, responsable du massacre de 800 villageois à Marzabotto en octobre 1944. Le ministre de la Défense accueillit Reder, relâché de sa prison italienne, en lui serrant la main. Cet acte fortement symbolique ne choqua que quelques intellectuels et artistes et fut approuvé par la majorité des Autrichiens.

Entre les deux grands partis politiques coalisés régna ainsi un pacte du silence sur le passé récent. Les socialistes comme les populistes catholiques (ÖVP) comptaient des anciens nazis aussi bien que des résistants et des déportés parmi leurs adhérents¹⁷. Ce consensus du silence sur les années 1938 à 1945 eut un autre avantage : il évitait de réfléchir et de discuter sur les années qui précédaient l'annexion, celles de la guerre civile, qui en 1933-1934 avaient secoué et divisé le pays entre la droite chrétienne et la gauche, guerre qui avait mené à quatre ans d'austro-fascisme. La dictature de Dollfuss et de Schuschnigg reste jusqu'à présent non-dite dans la société autrichienne et n'est toujours pas abordée par les historiens.

1986-2005 : l'évolution de la mémoire ?

L'historienne autrichienne Heidemarie Uhl parle d'une conscience historique autrichienne contradictoire. L'Autriche se perçoit comme la première victime du nazisme et défend ce rôle dans sa politique extérieure. Sur le plan intérieur coexistent des mémoires divergentes : d'un côté il y a la mémoire nationale de la Résistance antifasciste et de l'autre la mémoire locale des soldats honnêtes, des braves gens qui ont « fait leur devoir » et se sont battus pour la patrie. Cette dernière mémoire place la Première Guerre mondiale sur le même plan que la Seconde¹⁸. Alors que l'Autriche comme État-nation revendique une séparation nette avec l'Allemagne nazie, en considérant l'annexion de 1938 comme un acte d'agression, les anciens soldats de la Seconde Guerre mondiale s'identifient quant à eux à leur service militaire effectué pour l'État hitlérien, c'est-à-dire à l'agresseur. Cette attitude peut paraître incohérente et paradoxale, mais démontre en fin de compte la complexité et la polyvalence des mémoires. Le politologue autrichien Anton Pelinka parle d'un « double discours » (*double speak*)¹⁹. D'un côté il y a les expériences individuelles vécues, celles des résistants, des nazis autrichiens ou des anciens soldats. De l'autre, il y a le mythe fondateur de l'Autriche contemporaine, se déclarant victime du nazisme et parvenant, malgré toutes leurs différences, à englober tous les citoyens autrichiens.

Pendant quatre décennies a dominé la vision qu'avait du nazisme la génération des soldats de la *Wehrmacht*. Représentant un électorat considérable, elle s'attirait tous les égards. L'affaire Waldheim déclencha en 1986 un conflit de générations en marquant une césure. Heidemarie Uhl parle de l'« érosion

du mythe de victime » (*Erosion des Opfermythos*). Les discussions autour de cette affaire, qui ne s'arrêtèrent pas avec l'élection de Waldheim, ainsi que l'année 1988 – 40^e anniversaire de l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie – qui fut également très conflictuelle, amorcèrent un changement à long terme. Le 8 juillet 1991, le chancelier socialiste Franz Vranitzky reconnaissait pour la première fois devant le Parlement autrichien la responsabilité historique de l'Autriche dans les crimes du nazisme²⁰, reconnaissance qu'il réitéra devant le Parlement hébreu à Jérusalem lors d'une visite en 1993. En 1992, l'Autriche mit à la disposition des jeunes Autrichiens un service civil auprès des mémoriaux pour la Shoah comme alternative au service militaire obligatoire. En 1995, elle consentit enfin à payer des réparations aux victimes du nazisme. La recherche historique, lancée à partir de 1986, a pour sa part contribué à l'établissement d'une mémoire autocritique qui est devenue dorénavant la relation officielle au passé. La première exposition sur la *Wehrmacht* organisée à Vienne par le *Hamburger Institut für Sozialforschung*, pendant l'hiver 1995-1996, exposition qui a attiré de nombreux visiteurs et provoqué des débats violents, a commencé à fissurer l'image « propre » qu'avait jusque-là l'armée allemande et montré à quel point cette nouvelle manière d'envisager le passé était pénible pour la société autrichienne.

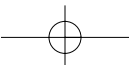
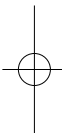
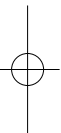
En dernier lieu, l'année 2005 a montré encore une fois la coexistence de mémoires complexes et contradictoires. En Europe et ailleurs, on commémora la libération des camps de concentration, en premier lieu celle d'Auschwitz, symbole de l'extermination des Juifs d'Europe et de nombreuses autres victimes. Certes, le secrétaire d'État Franz Morak reconnut

devant les Nations Unies à New York la co-responsabilité morale de l'Autriche lors de la commémoration de ce 60^e anniversaire. Mais dans le même temps, dans son pays, les commémorations pour la libération du camp de Mauthausen furent étouffées par les festivités organisées pour le 50^e anniversaire de la commémoration du Traité d'État. Pour l'Autriche, où la célébration des anniversaires du Traité est une tradition, l'année 2005 fut une année heureuse²¹. À la stupefaction de nombreux Autrichiens mécontents, l'État reproduisit, dans des expositions comme « *“L'Autriche est libre”. 50 années de Traité d'État* » et « *La nouvelle Autriche* », l'image d'un pays innocent, pacifique et victime à la fois du nazisme et des Alliés²².

À Vienne, devant le palais impérial de la place des Héros, on pouvait admirer, entre le 12 mars et le 4 novembre 2005, une réalisation artistique. Construite sous le règne de l'empereur François-Joseph, la place des Héros (*Heldenplatz*) est un lieu chargé d'Histoire. C'est ici qu'Adolf Hitler proclama en mars 1938, devant une foule en liesse, l'annexion de l'Autriche au Troisième Reich. La reconstruction de la place à l'identique de ce qu'elle était pendant les derniers mois de la guerre en 1945 (avec la statue équestre de l'archiduc Charles d'Autriche protégée par un mur et un potager sur les pelouses) visait à rappeler la fin de la Seconde Guerre mondiale ainsi que les souffrances des années de guerre. Pour cette mise en scène, les artistes Wolfgang Lorenz, Georg Springer et Eberhard Schrempf avaient également prévu une performance acoustique avec des alertes à la bombe, idée qui avait été abandonnée sous la pression de voix critiques estimant cette performance inappropriée.

LE MYTHE FONDATEUR DE L'AUTRICHE CONTEMPORAINE

Avec ce projet artistique sur la place des Héros, le trio d'artistes comptait rappeler aux Autrichiens les souffrances provoquées par la guerre et tout particulièrement celles des victimes du nazisme auxquelles cette installation était dédiée. Mais quelles victimes ? Cette installation artistique ne faisait guère de distinction entre les souffrances de la population civile autrichienne et celles des millions de personnes persécutées, emprisonnées, maltraitées, torturées, déportées, tuées et exterminées pendant la Seconde Guerre mondiale par des hommes et des femmes allemands et autrichiens. En fin de compte cette performance plaçait tout sur le même niveau en reproduisant et en renforçant une fois de plus le mythe d'une population autrichienne victime. Tous les Autrichiens ne s'identifient heureusement pas à cette représentation problématique de l'Histoire autrichienne, qui reste un domaine fortement controversé malgré les années écoulées depuis la Seconde Guerre mondiale.



30. Après sa mort, et à la demande des milieux dirigeants du corps médical, une rue de Cologne reçut son nom. Il fallut attendre 1985 pour qu'après de nombreuses protestations cette rue soit enfin débaptisée.

31. C. PROSS, *Wiedergutmachung, der Kleinkrieg gegen die Opfer*, Francfort-sur-le Main, Athenäum, 1988 ; voir également, sous la direction de V.L. HERBEST et de C. GOSCHLER, *Wiedergutmachung*, Munich, Oldenbourg, 1988. Il est intéressant de comparer les bilans dressés par ces auteurs avec le bilan officiel présenté par le ministère des Finances fédéral, *Die Wiedergutmachung nationalsozialistisches Unrecht durch die Bundesrepublik Deutschland*, Munich, Beck, 1974-1987 (6 vol.).

32. Cité par Brigitte. SCHWAIGER, in *Lange Abwesenheit*, Vienne, Hambourg, Paul Zsolnay Verlag, 1980, p. 49.

33. Cf. A. GROSSER, *Le Crime et la mémoire*, op. cit., p. 111.

Le mythe fondateur de l'Autriche contemporaine

1. Voir Richard Mitten, *The Politics of Prejudice. The Waldheim Phenomenon in Austria*, Westview Press, Boulder Colorado, 1992 ; Gerhard Botz (éd.), *Kontroversen um Österreichs Zeitgeschichte : verdrängte Vergangenheit, Österreich-Identität, Waldheim und die Historiker*, Campus, Francfort/Main et al., 1994 ; Michael Gehler, « Die Affäre Waldheim : Eine Fallstudie zum Umgang mit der NS-Vergangenheit in den späten achtziger Jahren », in Rolf Steininger, Michael Gehler (éd.), *Österreich im 20. Jahrhundert, Bd. 2. Vom Zweiten Weltkrieg bis zur Gegenwart*, Vienne, 1997, pp. 335-414 ; David F. Good, Ruth Wodak (éd.), *From World War to Waldheim, Culture and Politics in Austria and the United States*, Berghahn Books, New York/Oxford, 1999. Je remercie tout particulièrement Roland Fischer-Briand du Filmmuseum Austria et Heidemarie Uhl, ainsi que Matthias Tronqual et Nicolas Vernerey pour leur aide et leur contribution à ma réflexion pour cet article.

2. Kurt Waldheim, *Im Glaspalast der Weltpolitik*, Econ Verlag, Düsseldorf/Vienne, 1985 ; Kurt Waldheim, *In the Eye of the Storm. A Memoir*, Bethesda Maryland, 1985. Dans les cercles diplomatiques des Nations Unies ainsi qu'à Washington DC circulaient depuis les années 1970 des rumeurs sur le passé ambigu de l'ancien Secrétaire général et candidat présidentiel.

3. Le *World Jewish Congress* l'accusa de crime de guerre et déposa fin mars 1986 auprès du ministère de la Justice des États-Unis une demande pour mettre Waldheim sur la *watch list*. À cette demande a été donnée suite : depuis le 27 avril 1986 Waldheim ne peut plus entrer aux États-Unis.

4. Voir Walter Manoschek, « Die Generation Waldheim », in Barbara Tóth, Hubertus Czernin (éd.), 1986. *Das Jahr, das Österreich veränderte*, Czernin Verlag, Vienne, 2006, pp. 124-13.

5. Barbara Tóth, « Die "Jetzt erst recht" Wahlbewegung », in 1986. *Das Jahr, das Österreich veränderte*, op. cit., pp. 25-62.

6. La libération militaire complète par les Alliés eut lieu le 8 mai 1945 avec la capitulation du commandement de la *Wehrmacht* à Berlin. Voir Winfried R. Garscha, « Entnazifizierung und gerichtliche Ahndung von NS-Verbrechen », in Tólos, Hanisch, Neugebauer, Sieder (éd.), *NS-Herrschaft in Österreich. Ein Handbuch*, öbv & hpt, Vienne, 2001, pp. 852-883.
7. Comme l'Allemagne, l'Autriche fut occupée par les forces alliées et divisée en quatre zones sous les autorités américaines, britanniques, françaises et soviétiques.
8. La date exacte de l'annexion est le 13 mars 1938.
9. Robert H. Keyserlingk, *Austria in World War II. An Anglo-American dilemma*, McGill-Queen's Univ. Press, Kingston – Montreal, 1988, p. 207. Traduction d'Alain Brossat.
10. Voir *Déclaration d'indépendance du 27 avril 1945*, dans : Wolfgang Neugebauer/ E. Morawetz (éd.), *Österreicher und der Zweite Weltkrieg*, Österreichischer Bundesverlag, Vienne, 1989, pp. 148-149.
11. Gerald Stourzh, *Kleine Geschichte des Österreichischen Staatsvertrages*, Verlag Styria, Vienne/Cologne/Graz, 1975, p. 243.
12. Le chiffre des membres du parti nazi en Autriche est estimé à 688 000 personnes, ce qui revient à 8,2 % de la population totale de l'Autriche, un taux extrêmement élevé. Voir Hans Safrian, « Österreicher in der Wehrmacht », in Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstandes/Bundesministerium für Unterricht, Kunst und Sport (éd.), *Österreich und der Zweite Weltkrieg*, Vienne, 1989, pp. 39-58, p. 47 ; voir Gerhard Botz, « Eine deutsche Geschichte 1938 bis 1945 ? Österreichische Geschichte zwischen Exil, Widerstand und Verstrickung », in *Zeitgeschichte*, 14 (1) 1986, pp. 19-38.
13. *1. April 2000, Österreich 1952*, Regie : Wolfgang Liebeneiner. Le film a été restauré et réédité en 2000 par le *Filmarchiv Austria*.
14. Barbara Fremuth-Kronreif, Der « Österreich-Film ». Die « Realisierung einer Idee », in Ernst Kieninger/Nikola Langreiter/Armin Loacker/Klara Löffler (éd.), *1. April 2000*, Édition Film und Text 2, Filmarchiv Austria, Vienne 2000, pp. 11-71.
15. Voir Ines Steiner, « Kostümierte Interessen. Österreichische Identität als Travestie » in Wolfgang Liebeneiner *1. April 2000*, in Ernst Kieninger/Nikola Langreiter/Armin Loacker/Klara Löffler (éd.), *1. April 2000*, Édition Film und Text 2, Filmarchiv Austria, Vienne 2000, pp. 149-186.
16. Rainer M. Lepsius, « Das Erbe des Nationalsozialismus und die politische Kultur der Nachfolgestaaten des "Großdeutschen Reiches" », in Max Haller et al. (éd.), *Kultur und Gesellschaft*, Verhandlungen des 24. Deutschen Soziologentages, des 11. Österreichischen Soziologentages und des 8. Kongresses der Schweizerischen Gesellschaft für Soziologie in Zürich, Francfort/Main u.a., 1988, pp. 247-264 ; voir Siegfried Mattl, Karl Stuhlpfarrer, Abwehr und Inszenierung im Labyrinth der zweiten Republik, in Tólos, Hanisch, Neugebauer, Sieder (éd.), *NS-Herrschaft in Österreich. Ein Handbuch*, öbv & hpt, Vienne 2001, pp. 902-934 et pp. 921-922.

17. Gerhard Botz, « Österreichs verborgene Nazi-Vergangenheit und der Fall Waldheim » in *Forum. Internationale Zeitschrift für kulturelle Freiheit, politische Gleichheit und solidarische Arbeit*, Heft 430-431 (1989), 36. Jg., pp. 47-55 et p. 54.
18. Voir Heidemarie Uhl, « Das erste Opfer. Der österreichische Opfermythos und seine Transformationen in der Zweiten Republik », *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft* 2001/1, pp. 19-34 (voir http://www.oezp.at/oezp/aktuell/2001_1.htm).
19. Anton Pelinka, « Trendwende und Polarisierung », in Barbara Tóth, Hubertus Czernin (éd.), 1986. *Das Jahr, das Österreich veränderte*, op. cit., pp. 157-164 ; voir Anton Pelinka, *Windstille. Klagen über Österreich*, Vienne 1985 ; Anton Pelinka, Erika Weinzierl (éd.), *Das große Tabu. Österreichs Umgang mit seiner Vergangenheit*, Édition S, Vienne 1987.
20. Voir *Wiener Zeitung*, 9. Juli 1991.
21. Voir Heidemarie Uhl, « Was bisher geschah... Kommentar der anderen : Kleine Zwischenbilanz zu den Jubelfeiern der Republik, in *Der Standard*, 2. Juli 2005 ; Heidemarie Uhl, « Österreich ist frei ! » – der Staatsvertrag als Gedächtnisort der Zweiten Republik, in Helene Maimann (éd.) : *Was bleibt. Schreiben im Gedankenjahr*, Czernin Verlag, Vienne 2005, pp. 277-281 (cf. <http://science.orf.at/science/uhl/135461> [online 13.5.2005]).
22. Voir « Österreich ist frei ! » (<http://www.oesterreichistfrei.at>) et « Das Neue Österreich. Die Ausstellung zum Staatsvertragsjubiläum 1955/2005 » (<http://www.dasneueoesterreich.at>).

Jus post bellum

1. Jacques Derrida (2002), « Globalization, Peace and Cosmopolitanism », *Négociations : Interventions et interviews 1971-2001*, traduit par Elisabeth Rottenberg (Stanford : Stanford University Press), pp. 381-382.
2. Vladimir Jankélévitch (2005), *Forgiveness (Le Pardon)*, traduit en anglais par Andrew Kelley (Chicago : University of Chicago Press).
3. Paul Ricoeur (2000), *The Just (Le Juste)*, traduit en anglais par David Pellauer (Chicago : University of Chicago Press), pp. 144-145.
4. Vladimir Jankélévitch, *Shall We Pardon Them ? (Pardonner ?)*, traduit par Ann Hobart, *Critical Inquiry*, 22 (printemps), pp. 552-572.
5. Paul Ricoeur, *The Just*, op. cit., p. 145.
6. *Ibid.*, p. 144.
7. Paul Ricoeur, *Memory, History, Forgetting (Mémoire, histoire, oubli)*, traduit par Kathleen Blamey et David Pellauer (Chicago : University of Chicago Press), p. 85.
8. Charles S. Maier (2000), *The Nanjing Massacre in History and Historiography*, éditée par Joshua A. Fogel (Berkeley : University of California Press), pp. XIII-XV.
9. Takashi Yoshida (2000), « A battle over History : The Nanjing Massacre in Japan », *The Nanjing Massacre in History and Historiography*, pp. 107 et 114.